---

milliards d'euros en cumulé depuis 2018, dont près de 1,3 milliard d'euros sur 2022 et 2023. En 2024, selon l'inflation finale observée, cette perte pourrait représenter entre 200 et 300 millions d'euros.

De fait, loin de certains discours, les collectivités ont bel et bien contribué au redressement des finances publiques de l'État puisqu'elles ont absorbé ce gel, pour amortir les impacts de la crise, en assurant la continuité de leurs services publics et en préservant l'investissement. Dans le même temps, elles subissaient également l'inflation sur leurs dépenses (entretien des routes, des collèges, hausses de l'énergie et de l'alimentation), à laquelle s'ajoutent les effets de mesures imposées par l'État, telles que la revalorisation du point d'indice et autres hausses des dépenses non pilotables comme les Allocations Individuelles de Solidarité, destinées, elles, à tenir compte des effets de l'inflation pour les bénéficiaires.

Chaque année, les départements mettent en œuvre 12 milliards d'euros d'investissements, dont plus de 1,6 directement en soutien du bloc communal. Or, maintenir à niveau les prestations sociales mises en œuvre par les départements se fait désormais au détriment du soutien au bloc communal, de la cohésion territoriale, de l'investissement et donc de l'activité économique.

Pour redonner des marges de manœuvre aux Départements, il est indispensable d'indexer enfin la DGF sur l'inflation.

Le présent amendement prévoit donc de revaloriser la DGF en 2025, attribuée aux départements, à hauteur de l'évolution prévisionnelle de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour 2025, soit + 1,8 % (estimation du présent PLF).

Cette indexation représenterait une hausse de la DGF d'environ 491 millions d'euros par rapport au texte initial.